

MINISTÈRE DES UNIVERSITÉS  
COMITÉ DES TRAVAUX HISTORIQUES ET SCIENTIFIQUES

ACTES DU 103<sup>e</sup> CONGRÈS NATIONAL  
DES SOCIÉTÉS SAVANTES

Nancy-Metz 1978

Section d'histoire moderne et contemporaine

TOME I

(EXTRAIT)

Robert DEMOULIN

MILITARISME  
ET ANTIMILITARISME EN BELGIQUE  
APRÈS LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE  
L'AFFAIRE DU FUSIL BRISÉ

PARIS  
BIBLIOTHÈQUE NATIONALE  
1979



Hommage de l'auteur  
d'Henry

## MILITARISME ET ANTIMILITARISME EN BELGIQUE APRÈS LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE L'AFFAIRE DU FUSIL BRISÉ

par Robert DEMOULIN

Le 5 septembre 1921, à Morlanwelz, dans le Hainaut, à deux pas de La Louvière, dans une région de charbonnages et d'industries métallurgiques, un des bastions du socialisme, s'ouvrit la semaine syndicale d'études organisée par la Centrale d'Education ouvrière. Le thème en était le « contrôle ouvrier », c'est-à-dire le gouvernement de l'usine avec le consentement des gouvernés, une forme de démocratie industrielle. Henri de Man, secrétaire général de la Centrale d'Education ouvrière, présidait.

Henri de Man, « qui avait tant aimé l'Allemagne » comme l'écrivait Emile Vandervelde en 1925<sup>(1)</sup> s'était porté volontaire en 1914. Mais la paix revenue, il avait renoué très tôt les relations avec les socialistes allemands et avait invité le syndicaliste Johann Sassenbach à exposer aux trois cents participants à la Semaine d'études le contrôle ouvrier et l'organisation des conseils d'entreprise en Allemagne<sup>(2)</sup>. Sassenbach était venu à Bruxelles en juillet faire une conférence à la Maison du Peuple. Rentré à Berlin, il écrivit le 28 août au *Geheimrat* von Schnitzler, à l'*Auswärtiges Amt*, pour en obtenir l'appui<sup>(3)</sup>. La présence de Sassenbach à Morlanwelz et surtout l'annonce qu'il prendrait la parole le mercredi 7 à un meeting à La

(1) VANDERVELDE (E.), *Le parti ouvrier belge, 1885-1925*, Bruxelles, 1925, p. 72.

(2) Johannes Sassenbach, né à Brenn bei Lindlar le 12 octobre 1866 est mort à Francfort-sur-le-Main le 19 novembre 1940. Jusqu'en 1921, il fut membre de la Commission générale des Syndicats, pendant dix ans, de 1922 à 1932, il fut secrétaire général de la Fédération Internationale des Syndicats; co-auteur de l'*Internationales Handwörterbuch des Gewerkschaftswesens*, édité par le Professeur Ludwig Heyde, auquel collaborèrent Lord Passfield (le célèbre Sidney Webb) et le directeur du B.I.T., Albert Thomas.

(3) Archives de l'*Auswärtiges Amt*, Bonn, Aktenkruppe II A. Sozialpolitik 4, Belgien, Band I. Sassenbach à von Schnitzler, Berlin, 28 août 1921.

Louvière provoquèrent des remous. L'absence du citoyen J. Merrheim de la C.G.T. française et de Dugoni, de la C.G.T. italienne qui devaient aussi intervenir limitait le caractère international de la réunion et en accentuait l'aspect germano-belge aux yeux des opposants.

Pour comprendre ceux-ci, il faut se rappeler l'atmosphère de patriotisme dans laquelle baignaient les Belges au sortir de la guerre. Après l'enthousiasme débordant de la Victoire, l'élan patriotique est entretenu par d'innombrables manifestations qui se multiplient aux quatre coins du pays. L'inauguration de monuments aux morts donne lieu à des cortèges d'invalides, d'anciens combattants. Des discours exaltant l'héroïsme des combattants de Liège, de Haelen et de l'Yser et de l'offensive libératrice sont prononcés par des hommes politiques et par des chefs militaires. Ainsi, le 21 août 1921, à l'inauguration du monument à la mémoire des soldats belges et des soldats français tombés à Marchienne-au-Pont, près de Charleroi, le ministre socialiste Jules Destrée concluait un vibrant discours patriotique en exaltant l'amitié franco-belge<sup>(4)</sup>. Le 9 octobre à Liège, l'inauguration du monument aux soldats français qui reposent au cimetière de Robermont a donné lieu à une impressionnante manifestation de patriotisme et d'amitié franco-belge. Une souscription pour le monument aux étudiants de l'Université de Liège recueille 80 000 francs. Le 18 octobre, le mémorial aux morts de l'Union nautique, un cercle liégeois d'aviron, est inauguré. Une grande manifestation militaire est mise sur pied pour réunir les fonds nécessaires à l'érection du monument aux athlètes du Royal Football Club Liégeois. Cette vague d'inauguration n'est pas seulement liégeoise. A Berchem, près d'Anvers, le Cardinal Mercier, le grand Patriote, toujours auréolé de gloire, est présent à l'inauguration du monument aux morts du 6<sup>e</sup> régiment de Ligne. A la caserne Dailly, à Bruxelles, les Carabiniers-Cyclistes inaugurent aussi un monument à leurs morts. Les inaugurations de monuments aux figures de proue du patriotisme français prennent aussi une large place dans la presse, comme elles retiennent l'attention des diplomates. Ainsi le 2 octobre 1921, devant sa propre statue, Georges Clemenceau, « qui s'était tu pendant deux ans », prononce un important discours à Sainte-Hermine, en Bretagne, qui fut largement reproduit<sup>(5)</sup>. Le 16 octobre 1921, dans cette ville de Metz, en

(4) *Le Temps*, 23 août 1921, p. 2, c. 3. « Souvenez-vous qu'en 1912, déjà, j'avais dit que la Belgique serait la première victime d'un conflit mondial. Je n'ai pas été compris parce que la Belgique se reposait sur la foi des traités. Rappelez-vous notre enthousiasme lors de la résistance de Liège. Rappelez-vous notre enthousiasme à l'arrivée des premiers soldats français. Rappelez-vous la bataille de Charleroi, l'héroïsme de l'armée française battant en retraite. Nous n'avons jamais désespéré et c'est avec la plus grande joie que nous avons vu les poilus français revenir à l'armistice. Souvenons-nous de nos morts et des ruines que l'Allemagne a accumulées chez nous pour nous faire mieux aimer la France et pour nous faire mieux aimer notre patrie ».

(5) Archives du Ministère des Affaires étrangères de Belgique, *Corr. pol. France*, baron de Gaiffier d'Hestroy, ambassadeur de Belgique, à Henri Jaspar, ministre des Affaires Etrangères, Paris, 3/10/1921.

présence du maréchal Pétain, Louis Barthou, ministre de la guerre, inaugure le monument à Paul Déroulède, l'ancien proscrit et, de nouveau, la presse belge donne de larges extraits de son discours. Maurice Barrès et le président de la Ligue des Patriotes de Belgique, l'avocat Léon Hennebicq, y avaient pris la parole. Si l'on ne rappelle pas ces grandes manifestations auxquelles participaient d'imposants détachements militaires, les enfants des écoles et les autorités, on ne comprend pas l'émotion ressentie dans de nombreux milieux lors des incidents qui vont se passer à La Louvière en septembre et octobre 1921.

Dans les milieux ouvriers, l'hostilité à l'Allemagne était restée profonde. Les horreurs de l'invasion, les charges et les privations de l'occupation, les déportations décrétées en novembre 1916 — « le nombre des déportés s'éleva à 120 265 dont 2 656 moururent en exil »<sup>(6)</sup> — avaient brisé la solidarité ouvrière internationale avec les ouvriers allemands. Emile Vandervelde, président de la II<sup>e</sup> Internationale parle encore, en 1925, de « razzias d'hommes » en rappelant ces déportations<sup>(7)</sup>. La classe ouvrière avait été durement éprouvée par les mesures de l'occupant; les destructions systématiques d'usines avaient provoqué un chômage épouvanté; au 31 mars 1919, il y avait encore 850 000 chômeurs et deux millions de personnes secourues. C'est le ministre socialiste de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, Joseph Wauters, qui donne ces précisions<sup>(8)</sup>. Il y avait, en effet, quatre socialistes dans un gouvernement d'Union nationale dirigé par le comte Henri Carton de Wiart, député catholique de Bruxelles. Les événements que nous allons rappeler provoquèrent la chute de ce Cabinet et mirent fin à l'Union sacrée.

\*  
\*\*

Malgré l'amertume des ouvriers belges qui n'ont oublié ni les incendies, ni les massacres de 1914, ni les déportations, des contacts ont été rétablis peu à peu avec les socialistes allemands. L'action de Kamiel Huysmans, « l'homme de Stockholm » pour ses adversaires, fut efficace. Louis de Brouckère, volontaire de guerre en 1914, participa à des congrès outre-Rhin, Henri de Man qui maîtrisait parfaitement la langue allemande — il avait fait ses études à l'Université de Leipzig de 1905 à 1910 — reprit aussi le chemin de l'Allemagne<sup>(9)</sup>. Devenu secrétaire-général de la Centrale d'Education ouvrière, il invita, comme nous l'avons dit plus haut, le syndicaliste Sassenbach à Morlanwelz, ne prévoyant nullement les conséquences de ce geste.

(6) VANDERVELDE (E.), *op. cit.*, p. 88.

(7) *Ibid.*, p. 87.

(8) *Albert, un roi, une époque*, Bruxelles, 1975, p. 44. Procès-verbal des délibérations du Conseil des ministres, 31 mars 1919.

(9) MAN (Henri de), *Après coup*, Bruxelles, 1914, p. 76 et suiv. et M. CLAEYS-VAN HAEGENDOREN, *Hendrik de Man. Biografie*, Anvers, 1972, p. 69 et suiv.

Les anciens combattants et les « patriotards » comme les appelle la presse socialiste, montèrent une contre-manifestation dès que fut annoncé le meeting public où l'Allemand prendrait la parole. Le jour de la manifestation, des heurts opposèrent anciens combattants et invalides arborant leurs drapeaux aux socialistes en marche vers la Maison du Peuple, place des Martyrs. Aux dires des uns, des drapeaux tricolores furent lacérés. Les socialistes affirmèrent cependant que les drapeaux avaient seulement été enlevés aux anciens combattants, déposés à la maison communale et tenus à la disposition de leurs propriétaires. Comme les rapports du procureur du Roi au procureur général ont été détruits en 1944, il n'est pas possible pour l'historien de se prononcer et de choisir entre les versions des faits. Le meeting réunissant 1 500 personnes d'après la presse socialiste, se déroula dans l'ordre à l'intérieur de la Maison du Peuple et Sassenbach s'adressa en français au public. Il opposa l'Allemagne nouvelle à l'Allemagne impériale, responsable de l'agression de 1914. La défaite définitive de la réaction allemande rendra impossible toute guerre dans l'avenir. Henri de Man « exprima sa joie que moins de trois ans après l'armistice et malgré les souffrances endurées, le prolétariat belge ait retrouvé complètement la saine notion de l'internationalisme ». Sur la place des Martyrs, à 10.500 personnes — d'après l'estimation socialiste —, Henri de Man exposa les réalisations des socialistes allemands et leur volonté de réparer les destructions de la guerre, terminant par le cri « Plus jamais de guerre » qu'avaient poussé les jeunesses socialistes allemandes au congrès de Bielefeld.

Les réactions des anciens combattants furent vives et rapides. Au sortir de la guerre, les anciens combattants étaient une force réelle <sup>(10)</sup>. Ils étaient groupés dans une puissante Fédération nationale des Combattants, assez bien structurée et comptant en octobre 1921, 206 000 membres. Ils pouvaient être violents, ainsi devant l'accueil réservé à leurs revendications matérielles par un gouvernement en proie à de réelles difficultés financières, ils avaient brisé, le 29 juillet 1920, les portes du Palais de la Nation et pénétré dans la salle des séances où les députés socialistes furent bousculés. Refoulés à grand peine, les anciens combattants obtinrent satisfaction, le parlement votant la loi créant une dotation <sup>(11)</sup>. Des luttes de tendance et de personnes divisaient cependant le mouvement. Certains dirigeants, à Bruxelles surtout, s'étaient lancés dans la lutte politique et avaient créé un parti qui avait obtenu près de vingt mille voix en 1919 et deux députés. Ils déclaraient avoir deux ennemis avoués : le parti socialiste et « une petite coterie de faux catholiques » <sup>(12)</sup> et ainsi se faisaient traiter de

(10) Une étude du mouvement des anciens combattants en Belgique serait bienvenue. Elle devrait s'inspirer de la thèse de M. Antoine PROST, *Les Anciens Combattants et la Société Française, 1914-1939*, Paris, 1977, 3 vol.

(11) *Annales parlementaires*, session 1919-1920, p. 2244 et suiv., 29 et 30 juillet 1920.

(12) Le « Jass », organe officiel des sections de la F.N.C. de l'arrondissement de Bruxelles, 24 octobre 1921, p. 1, c. 1.

réactionnaires par les uns ou d'anarchistes par des hommes comme Hoornaert ou Daye qui joueront plus tard un rôle influent dans les groupements d'extrême-droite. Nombre d'anciens combattants étaient soucieux de maintenir le mouvement en dehors des luttes des partis, attitude qui était partagée par les Officiers de la Campagne 1914-1918 réunis depuis 1919 dans une Amicale forte de 4 000 membres, groupés en dix sections <sup>(13)</sup>.

Les députés socialistes avaient été la cible préférée des anciens combattants et la tension entre les groupements patriotiques et les organisations ouvrières était réelle <sup>(14)</sup>. De même que des anciens combattants flamands s'étaient groupés dans des associations propres, des anciens combattants socialistes avaient formé des sociétés distinctes. En 1920 avait été constituée une Fédération : « l'Association Nationale des Anciens Combattants Socialistes et assimilés ». Elle groupait les « A.C. anti-militaristes sous les plis d'un drapeau rouge au *Soldat brisant son fusil*. Les adhérents aux A.C.S. savent que l'idéal de leur action est la lutte contre la guerre. Leur leit-motiv est « guerre à la guerre » <sup>(15)</sup>.

Dans le Hainaut même, une Fédération Socialiste des Anciens Combattants et Anciens Militaires du Hainaut (Section de l'Internationale) avait été constituée. En février 1921, elle avait lancé un journal, *L'Antimilitariste*, « organe d'action et de défense des victimes de la guerre et du militarisme » <sup>(16)</sup>.

La division des esprits était donc profonde et l'on comprend que la bagarre du 7 septembre ait eu des prolongements dans la région. Le vendredi 9 septembre à Morlanwelz, une manifestation patriotique qui réunit 3 000 personnes, d'après les journaux de droite, exigea l'expulsion de Sassenbach. Le samedi soir, la séance du Conseil communal de La Louvière fut particulièrement houleuse et le lendemain, les « patriotes de La Louvière flétrirent l'acte des sans-patrie », ce qui indique bien l'intensité du conflit, et mirent au point l'organisation d'une cérémonie solennelle de réparation et une souscription pour réunir les fonds nécessaires à l'achat de nouveaux drapeaux. Dès le 9, les deux journaux de la localité, la *Gazette du Centre*, catholique et *Les Nouvelles*, libérale, avaient lancé cette souscription et versé chacun 100 francs. 40 000 francs furent ainsi recueillis. La Ligue du

(13) *Le Vétérán*, 15 novembre 1921, p. 188 (pagination continue).

(14) Cf. le jugement de J.J. WILLAM, secrétaire national des Anciens Combattants Socialistes et assimilés : « La lutte anti-guerrière et l'action des Anciens Combattants », dans *L'Eglantine*, novembre 1931, 9<sup>e</sup> année, n<sup>o</sup> 11, p. 10 : « Ces deux groupements (F.N.C. et F.N.I.) s'occupent uniquement de revendications matérielles. Cependant, à maintes reprises, ils ont pris position contre les représentants de la classe ouvrière. Leur seule préoccupation est de maintenir l'esprit chauvin de leurs membres et de ne faire confiance qu'à la réaction ».

(15) *Ibid.*, p. 10.

(16) SIMON-RORIVE (Marcelle), « La presse socialiste et révolutionnaire en Wallonie et à Bruxelles de 1918 à 1940 », dans *Cahiers du Centre Inter-universitaire d'Histoire Contemporaine*, Louvain-Paris, 1974, n<sup>o</sup> 75, p. 48.

drapeau voulait réparer l'injure faite au drapeau national. Le 14 septembre à Bruxelles, les délégués des trois cents sociétés de l'« Union nationale des Associations patriotiques de Belgique » protestèrent contre les événements de La Louvière, décidèrent d'envoyer de nombreuses délégations à la cérémonie de réparation. Ils invitèrent le gouvernement à ne plus permettre le séjour en Belgique « d'agents provocateurs étrangers ». Fait significatif, un ancien combattant réclama « la constitution de groupes « fascistes » organisés de façon à pouvoir répondre coups par coups aux anti-patriotes »<sup>(17)</sup>.

Le ministre d'Allemagne à Bruxelles informa soigneusement l'*Auswärtiges Amt* des remous provoqués par la venue de Sassenbach et conseilla fermement à celui-ci de ne plus revenir en Belgique<sup>(18)</sup>.

Le samedi 17 septembre à Mons, chef-lieu de la province du Hainaut, un grand meeting de protestation réunit beaucoup de monde, la hampe et le lion du drapeau profané de La Louvière étaient exposés sur la scène.

Les dirigeants nationaux des anciens combattants et des invalides, le président Janne et le président Leclercq y prirent la parole. Réclamant réparation publique et solennelle pour « l'attentat au drapeau national commis le 7 septembre, en présence d'un sujet ennemi », le président Janne, un employé d'Ixelles, invita le ministre de la défense nationale Albert Devèze à se faire représenter aux cérémonies de La Louvière du 2 octobre et à charger un officier de remettre en son nom les drapeaux aux sections de la F.N.I. et de la F.N.C. Le président fédéral de la Fédération nationale des Militaires, Mutilés, Invalides de la Guerre (F.N.I.), H. Leclercq, invita le ministre en personne à remettre lui-même le nouveau drapeau, celui de la section de La Louvière ayant été détruit « dans les tristes circonstances que vous connaissez ». Le ministre de la défense nationale, le libéral Albert Devèze, qui avait gagné au front ses étoiles de capitaine, s'effaça par opportunité politique et délégua son sous-chef de Cabinet, le colonel Gilliaux, il accorda le concours d'une musique régimentaire.

De nouveau, les comptes rendus de cette manifestation dans la presse diffèrent sensiblement selon la couleur du journal. Pour la *Wallonie socialiste*, la parade cléricolibérale eut un succès mitigé et elle oppose un chiffre de 10 000 manifestants — en se basant sur le nombre de coupons récoltés aux trois gares de La Louvière et à la durée du défilé de 762 rangées de 10 personnes — aux chiffres de 60 000 que l'on trouve dans *L'Etoile belge* ou la *Dernière Heure*, 58 000 dans le *Journal des Combattants*.

(17) *La Gazette*, 15 septembre 1921, p. 1, c. 2.

(18) Archives de l'*Auswärtiges Amt*, *op. cit.*, rapport Landsberg à l'*Auswärtiges Amt*, n° A. 598, Bruxelles, 17 septembre 1921. Il convient de noter que lorsqu'en juillet 1922, Sassenbach sollicita un nouveau visa belge, celui-ci lui fut refusé, en dépit des démarches des syndicalistes belges, Sassenbach à Von Schnitzler, Berlin, 13 juillet 1922. Sassenbach attribuait ce refus à « die Rache für La Louvière » (la vengeance pour La Louvière).



L'organisation de cette manifestation divisa l'Amicale des Officiers de la campagne 1914-1918. Le samedi 1<sup>er</sup> octobre, à la Section du Brabant, l'ancien lieutenant auxiliaire Arthur Wauters, frère et chef de cabinet du ministre socialiste Joseph Wauters, s'opposa à la participation à la manifestation du lendemain, vu son caractère politique, et il se fit le défenseur de l'intervention de Sassenbach en Belgique <sup>(19)</sup>. Il déclencha un beau tumulte, sept membres dont le fils de l'ancien ministre libéral de la défense nationale Paul-Emile Janson le suivirent mais trente-neuf autres votèrent la participation à la manifestation. Il en résulta une polémique de presse entre *La Gazette*, journal libéral, et *Le Peuple*, moniteur du parti ouvrier. Un officier supérieur en retraite aurait déclaré au cours de la réunion : « On aurait dû faire ici avec Vandervelde comme avec Jaurès » <sup>(20)</sup>.

La Fédération socialiste de La Louvière décida de riposter le 16 octobre à cette démonstration des « patriotards » ou des « super patriotes » par une grande manifestation : Pour la Paix, pour le Service de Six Mois et au cours de laquelle aurait lieu l'Inauguration du Drapeau des Combattants Socialistes. Un meeting monstre est prévu. Parmi les orateurs, on annonce le ministre des travaux publics Edouard Anseele. Une invitation est adressée aux mères et aux fiancés « pour protester contre les longs mois de caserne qui privent le foyer de ressources et qui mutilent les cerveaux de la jeunesse », aux jeunes gens « prêts à défendre le pays injustement attaqué » mais exigeant le service de six mois en attendant le désarmement de tous les pays, ainsi qu'aux travailleurs manuels et intellectuels qui veulent la Paix <sup>(21)</sup>. L'appel est adressé au « Peuple ouvrier », les militaristes et les bourgeois ont lancé un défi à la classe ouvrière, la riposte sera « formidable et grandiose ». Les travailleurs affirmeront le 16 octobre leur « attachement au Parti ouvrier » et crieront « A Bas la Guerre ! Vive l'Internationale ouvrière » <sup>(22)</sup>.

La préparation de ce meeting donna lieu cependant à des controverses au sein du parti socialiste <sup>(23)</sup>. Georges Hubin, député de Huy,

(19) Rentré à Berlin, Sassenbach signala à l'*Auswärtiges Amt* les excellents rapports personnels qu'il avait noués avec le ministre Wauters, rapports dont il attendait d'heureux effets sur les relations germano-belges. Archives A.A., *op. cit.*, Sassenbach à A.A., Berlin, 27 septembre 1921.

(20) *La Gazette*, 5 octobre 1921, p. 1 c. 5, 6 octobre, p. 1 c. 5, 7 octobre, p. 2 c. 1 et *Le Peuple*, 7 octobre 1921 (édition 5 h 30 du soir), p. 1 c. 3, 8 octobre, p. 1 c. 3.

(21) *Le Vétéran*, 15 octobre 1921, p. 161 (pagination continue). L'Amicale à La Louvière et 1<sup>er</sup> novembre 1921, p. 174, lettre du Commandant Remy, auteur de la lettre à *La Gazette*, qui a déclenché la polémique. Le 5 novembre 1921, treize officiers n'ayant pu obtenir que des sanctions soient prises contre le lieutenant Wauters et ceux qui l'avaient soutenu donnèrent leur démission, *La Gazette*, 5 nov. 1921, p. 1 c. 3, *Le Vétéran*, 15 novembre 1921, p. 188.

(22) *La Wallonie socialiste*, 10 et 11 octobre 1921, p. 1 c. 5 et 6.

(23) M. Robert Abs, bibliothécaire du Centre d'études et de documentation, Institut Emile Vandervelde, nous a fait savoir que le Centre ne possédait aucun document inédit sur l'Affaire du fusil brisé. M. Emile Vande-

volontaire de guerre et qui avait pris, à maintes reprises, une position ferme en matière de défense nationale, avait été désigné par le Bureau du Conseil Général du Parti Ouvrier pour prendre la parole à la manifestation. Il avait accepté cette mission et fut étonné de ne point voir son nom sur les affiches et dans l'annonce du *Peuple*. Il fit savoir que son absence n'était pas volontaire. Les organisateurs avaient sans doute rayé son nom parce qu'ils entendaient mettre l'accent sur la réduction du temps de service et qu'Hubin ne leur paraissait pas l'orateur idéal pour défendre cet objectif. Il fit aussi savoir qu'il approuvait la reprise des relations internationales mais qu'elle devait « se faire avec la netteté, l'intelligence, la prudence et le tact dont notre Parti ouvrier belge n'a cessé de faire preuve en cette matière » (24).

Le dimanche 16 octobre, d'après la presse socialiste, trente mille travailleurs manifestèrent contre la guerre et pour le service de six mois; 503 groupes, 1 200 gymnases, 39 corps de musique, 7 200 jeunes gardes socialistes et 2 000 combattants socialistes participèrent au cortège. Le nombre de ces derniers est modeste. Une forêt de 468 drapeaux rouges précédés d'un drapeau tricolore cravaté de rouge impressionna les vingt mille spectateurs. En tête du cortège, le romancier à succès Paul Reboux qui faisait une tournée de conférences dans les milieux socialistes de Belgique. La mort au front de son ami Müller en avait fait un farouche antimilitariste et dans son roman en deux volumes *Les drapeaux*, il défendait la réconciliation avec l'Allemagne et attaquait le patriotisme, une véritable passion. Au cours du meeting, le député de Nivelles Jules Mathieu remit aux combattants socialistes de La Louvière un drapeau rouge sur lequel avait été brodé un soldat belge en tenue de campagne, brisant son fusil. Il « flagella les mercantis du patriotisme » et défendit le service de six mois, étape vers le désarmement général. Les autres orateurs insistèrent sur la nécessité de rétablir l'Internationale socialiste, affirmèrent leur haine du militarisme et de la guerre. L'Allemagne républicaine fut aussi défendue par le ministre d'Etat Colleaux : « L'Allemagne impérialiste se meurt ! Il faut que sur ses ruines s'élève une Allemagne démocratique, pacifique. Les ouvriers allemands qui ont culbuté l'empire ont rendu un service à l'humanité. La république allemande est nécessaire à la paix du monde. Je me battrais pour elle comme je me suis battu pour mon pays ». Colleaux veut défendre « le drapeau national contre ceux qui l'exploitent. Si le drapeau national avait été attaqué, comme l'a dit la presse nationaliste, je ne resterais pas à cette tribune... ». C'est le même souci d'affirmer le patriotisme foncier de la classe ouvrière qui anime le ministre des Travaux publics, le Gantois Edouard

woude, archiviste du Palais Royal et M<sup>me</sup> M.R. Thielemans, chef du département des archives contemporaines aux Archives Générales du Royaume nous ont donné la même réponse. Les archives du Parquet de la Cour d'Appel de Mons et les archives communales de La Louvière sont aussi pauvres.

(24) *La Wallonie socialiste*, 14 octobre 1921, p. 1 c. 4 et 16 octobre, p. 1, c. 4.

Anseele, un des pères fondateurs du Parti ouvrier belge. En tête du cortège, le drapeau tricolore a eu la plus superbe escorte de drapeaux rouges. Puis il étend son argumentation : manifester pour la paix, c'est prouver son amour pour son pays. Cette manifestation est une défense d'une politique de paix. Peut-on être à la fois patriote et internationaliste ? « Oui », s'écrie-t-il, « Vive la Belgique. Vive l'Internationale » et la foule d'entonner l'Internationale...

Le jour même, le ministre de la Défense nationale, Albert Devèze, adressa au chef du gouvernement, le catholique Henri Carton de Wiart, une lettre le mettant en demeure de choisir entre la démission d'Anseele ou la sienne. Le Premier Ministre se trouvait à Paris où il avait des entretiens avec le président du Conseil Aristide Briand. Edouard Anseele répondit à une lettre de Carton de Wiart lui réclamant des explications que le fusil brisé était « l'image qui dès avant la guerre, a été comprise, chez nous, comme le symbole du désarmement général ». Au Conseil de Cabinet du matin du 19 octobre, Edouard Anseele remit sa démission, suivi par ses trois collègues socialistes Emile Vandervelde, Joseph Wauters et Jules Destrée. C'était la fin de l'union sacrée. Une période capitale de l'histoire de Belgique se terminait par un éclat entre forces bourgeoises et forces ouvrières à la veille d'une consultation électorale qui devait avoir lieu le mois suivant, car le 11 octobre, la révision constitutionnelle avait été votée au Sénat. On était donc en période pré-électorale et l'extrême-gauche accusa d'ailleurs les libéraux de manœuvre, d'avoir saisi l'incident de La Louvière pour creuser le fossé entre des partis qui, depuis plusieurs mois, rencontraient des difficultés croissantes à concilier leurs vues, l'influence prépondérante dans la coalition ministérielle des socialistes due à la forte personnalité d'Emile Vandervelde ayant fini par lasser les milieux bourgeois. Les élections du 20 novembre 1921 ne modifièrent guère la composition des Chambres. Les catholiques récupérèrent les voix égarées en 1919 sur de petites listes et, de 73, passèrent à 80 à la Chambre; les libéraux perdirent 1 siège (33), les socialistes 2 (68). Fait significatif, le parti des anciens combattants n'avait plus qu'un député, le *Front-partij* comptait encore 4 députés (5 en 1919) <sup>(25)</sup>.

\*  
\*\*

Que nous enseignent les différentes manifestations de La Louvière et les réactions qu'elles ont provoquées sur le militarisme et l'anti-militarisme en Belgique au sortir de la guerre ?

Au cours des grands débats à la Chambre et au Sénat les 19 et 20 octobre 1921, les hommes politiques exprimèrent leurs conceptions avec clarté et l'analyse de leur argumentation est révélatrice de l'influence des circonstances générales, sans doute aussi de l'approche des élections, sur leurs idées fondamentales.

(25) GILISSEN (John), *Le régime représentatif en Belgique depuis 1790*, Bruxelles, 1958, p. 192.

Le respect de l'armée, la défense de son prestige, « l'esprit de discipline et de sacrifice », le respect du devoir sont exprimés par le ministre Devèze. Sur le sens à donner à l'emblème du fusil brisé, Devèze admet qu'il peut représenter « le symbole du désarmement de tous les peuples, de la paix universelle réalisée dans le droit, idéal auquel il n'est personne, dans cette Chambre, qui n'apporte, de tout son cœur, ses meilleures espérances et sa collaboration ». Mais tant que le désarmement ne sera pas réalisé, « la Belgique se fiera d'abord à elle-même, au courage de ses enfants, pour assurer la sécurité de ses destinées » et « cet idéal ne peut être exprimé par le soldat que l'on représente, brisant son fusil, portant l'uniforme, signe de la discipline, signe de l'engagement au service de la patrie ».

Le ministre ne retient pas le sens d'attachement au désarmement mais insiste et glisse à la signification provocatrice et révolutionnaire. L'arme qu'il tient, c'est la patrie qui la lui a confiée, il la brise sur son genou; il affirme par là la révolte contre ses chefs et la désertion devant l'ennemi ». « Dans le cerveau de jeunes gens de 17 à 18 ans qui vont entrer à l'armée, dans le cerveau des soldats qui sont encore sous les drapeaux, l'impression, la vision d'un tel emblème est un appel constant à l'indiscipline et à la désertion ». Devèze reproche aux socialistes le choix de symboles, exprimant « deux idées tout à fait différentes dont l'une pour la masse inconsciente et mal éclairée, peut être un appel constant à la destruction de la patrie ».

Paul Hymans qui occupait une place éminente dans le parti libéral et avait une grande autorité internationale, — il avait été le premier président de l'Assemblée de la Société des Nations en novembre 1920, — reproche le choix d'un emblème équivoque et à double sens, adopté d'ailleurs pour cette raison. Aussi bien l'homme raisonnable ne dira pas que « ce soldat en uniforme, qui brise son fusil, c'est le symbole de la paix, c'est le symbole du désarmement général, c'est le symbole de la réconciliation des peuples! » et il invite ses adversaires à broder sur leurs drapeaux une noble image de femme symbolisant la paix ou un ange portant une palme ou un rameau d'olivier.

Le comte Charles Woeste, chef de la droite conservatrice, s'étonne de la présence d'un Allemand à la manifestation socialiste du 7 septembre, « je ne suis pas juge de son tact et de la discrétion de sa conduite » et s'étend sur le sursaut dans tout le pays lorsqu'on apprit que « l'étranger » avait pris la parole et que « des clameurs anti-patriotiques avaient été poussées, des drapeaux lacérés ». L'opinion publique a protesté « contre tous ceux qui ne voulaient pas tenir compte des vexations et des attentats dont la Belgique avait été la victime », contre « cet oubli d'un passé récent ». Le ministre Anseele a froissé le sentiment national en prenant sous son égide l'emblème antinational.

Quant au sens que les socialistes donnent à ce drapeau, l'appel au désarmement, Woeste s'engage sur le terrain des réalités du

moment. Nous sommes d'accord avec vous pour désirer le désarmement. Mais les nations qui nous entourent ne désarment pas, l'ennemi d'hier ne songe qu'à la revanche. C'est le moment choisi « pour recommander aux soldats de briser leurs armes, alors que si nous étions de nouveau aux prises avec les attentats qui se sont produits de 1914 à 1918, ces armes devraient servir à défendre nos familles, nos foyers, nos personnes, nos institutions, notre civilisation ». Le Premier Ministre, le comte Carton de Wiart, concède à tous ses collègues de la gauche socialiste que la portée qu'ils attachent à cet emblème n'est pas d'un caractère séditieux. « Cet emblème symbolise dans leur pensée, la thèse de l'antimilitarisme et du désarmement général ». Mais le militarisme n'existe pas en Belgique. « Ce n'est pas être militariste, après avoir été assailli dans sa maison par un bandit, que d'avoir à côté de soi un gourdin pour s'en servir le cas échéant; en revanche, ce serait une folie de briser ce gourdin avant d'être assuré contre le retour de l'agression ». Il considère cet emblème comme odieux, et au Sénat, il sera plus précis : « un emblème comme celui-là est une véritable invite à l'insubordination et à l'indiscipline ». Partisans du désarmement, « cette grande idée », les Belges demandent que le désarmement soit chose faite en Allemagne, cette Allemagne responsable de tant de deuils et de ruines qu'on ne peut oublier après trois ans à peine.

La défense socialiste est présentée avec habileté, il s'agit bien d'une défense car les remous de l'opinion dans et au dehors du Parlement ont été sérieux <sup>(26)</sup>.

Le député-bourgmestre de Nivelles, Mathieu — qui fut plus tard gouverneur de la province de Liège, — avait remis le drapeau aux anciens combattants socialistes. Volontaire de guerre, officier à la fin du conflit, il affirma nettement que représenter sur un drapeau un soldat brisant son fusil n'est pas une « incitation à l'indiscipline, à l'insubordination, à la révolte » et il rappela qu'avant la guerre déjà, le symbole figurait sur les drapeaux socialistes, des libéraux ayant à l'époque participé à des défilés avec les socialistes arborant ces drapeaux. Depuis, les anciens combattants socialistes ont formé des associations et ont choisi cette image pour orner leurs drapeaux, nullement pour « préconiser l'indiscipline et la révolte » mais « pour marquer l'idéal du désarmement ». A La Louvière, la classe ouvrière a revendiqué « la part de gloire qu'on semblait lui dénier..., la part prépondérance que la classe des travailleurs avait prise, non seulement dans la gloire militaire du pays, mais aussi dans la défense de sa gloire civique, qu'elle avait élevée au sublime » et d'évoquer les cruelles déportations.

Ainsi les socialistes refusent-ils avec force d'être traités d'anti-patriotes. A La Louvière, les drapeaux rouges innombrables montaient

(26) Le député Mathieu commence son intervention : « j'apporte, moi, une défense si l'on veut — car nous sommes tout prêts à nous laisser mettre en accusation », *Annales parlementaires*, session 1920-1921, p. 2678, c. 2.

la garde d'honneur autour du drapeau national et les anciens combattants socialistes « qui dans la modestie de leur héroïsme, s'abstiennent d'en exhiber tous les jours les témoignages, portaient fièrement toutes leurs décorations ».

Le ministre Anseele exposa le triple programme de la manifestation : le service de six mois, la paix et l'internationale ouvrière. Les socialistes sont pour la défense nationale mais six mois de service suffisent. Et partisans de la paix, ils défendent l'Internationale ouvrière. L'Eglise, la démocratie chrétienne, la haute finance « ont des internationales », la Société des Nations « est l'internationale de tous les peuples ». Pourquoi nous reprocher la nôtre et d'avoir invité Sassenbach ?

Quant à l'emblème, il n'a pas empêché les jeunes socialistes gantois de faire tout leur devoir, ils n'ont été ni des lâches ni des déserteurs. Cet emblème pour la classe ouvrière n'est pas un symbole de révolte, mais « le symbole du désarmement général », d'un « idéal de fraternité et de paix universelles ». La ferveur patriotique était encore grande à l'époque et Anseele termine son intervention en affirmant que cette manifestation « fait connaître à l'univers entier que, malgré nos souffrances, malgré que les tombes de nos fils et de nos pères soient encore fraîches, malgré que les béquilles de nos mutilés ne soient pas encore usées, nous sommes prêts aux mêmes sacrifices pour empêcher le même crime et défendre la même indépendance nationale ». La dernière phrase est particulièrement significative. « Nous garderons la Belgique fière, indépendante, riche, assurée de l'avenir, grâce à nous. Cela nous donne le droit aujourd'hui de crier : Vive la Belgique et vive la classe ouvrière ! ». L'accueil réservé à l'orateur doit être souligné. « Longs applaudissements sur les bancs socialistes. L'orateur est félicité par ses amis politiques ».

Le député de Huy, Georges Hubin, volontaire de guerre, fort estimé pour son ardent patriotisme et dont les organisateurs de la manifestation n'avaient pas souhaité la présence, comme nous l'avons vu, intervient ensuite, dans ce débat difficile pour lui. Il trouvait insupportable l'indignation de ceux qui interdisaient la reprise des relations avec les syndicats allemands mais, sur le symbole dessiné sur le drapeau, il n'hésite pas à déclarer « que si j'avais été chargé par le parti socialiste de choisir un emblème qui exprimât nos aspirations unanimes, je n'aurais probablement pas choisi celui-là ! ». Mais ces symboles ne peuvent avoir d'autre signification que celle que leur donnent ceux qui les adoptent. Ce symbole n'est pas, pour ceux qui l'ont choisi, une invitation à la désertion, au refus du service. Mais il concède que le symbole « pourrait peut-être, par des cerveaux frustes, être interprété tout autrement ». Or cette « masse inconsciente » obéit à des instincts profonds qui lui viennent des ancêtres. Elle n'est pas inconsciente, au contraire elle a la plus haute conscience que l'on puisse imaginer, « elle a la conscience d'un devoir impérieux à remplir et tous les symboles et toutes les images qui ont défilé devant ses

yeux ne signifient plus rien ». Quand la voix de l'ancêtre parle, dit que le pays est menacé et qu'il faut le défendre, on court à la frontière. C'est ce que le peuple a fait ». Il ne fallait pas rompre la « politique consistant à grouper toutes les forces de la nation dans un grand effort de restauration et de reconstruction » à propos d'une image qui n'est pas artistique, sous un prétexte qui n'en est pas un.

Pour sortir de ce que d'aucuns pouvaient considérer comme un mauvais pas dans l'ambiance patriotique du moment, le socialiste wallon Jules Destrée, ministre des Sciences et des Arts, présenta, « d'accord avec tous ses amis » un ordre du jour révélateur. « La Chambre, affirmant la nécessité de la défense nationale et réprouvant toute excitation à l'indiscipline et à la désertion, affirmant d'autre part sa volonté de poursuivre la réorganisation démocratique de l'armée et de seconder les efforts pour le désarmement général, passe à l'ordre du jour ». Pour Jules Destrée, « l'emblème est malheureux, parce qu'il est équivoque, parce qu'il a deux sens ». « S'il pouvait être acquis que l'emblème critiqué a le sens que lui donne le ministre de la défense nationale, je serais à ses côtés pour approuver son attitude et désavouer l'emblème ayant cette signification ». Les socialistes ne cherchent pas à exciter à l'indiscipline et à la désertion. La classe ouvrière a conquis pendant la guerre de tels titres de vaillance, de courage, d'héroïsme et de sacrifice, qu'il est impossible de croire que, organisée en parti, elle abandonne la défense nationale, elle favorise l'indiscipline, la lâcheté et la désertion ». Il est déraisonnable de provoquer une crise ministérielle « sur la signification d'une image » qui « personnellement lui déplaît ». Si la signification vraie est celle du ministre de la Défense Nationale, alors ce dernier a raison. Si la signification vraie est celle que les socialistes lui donnent, elle a de la grandeur morale, le rêve du désarmement international général est également cher à tous ». Il veut élargir le débat, au-delà de l'emblème discuté. « Indiscipline ou désarmement ? Controverses ridicules ! » et il regrette la fin de la collaboration de toutes les bonnes volontés nationales.

Emile Vandervelde, le Patron du parti ouvrier belge, ministre de la Justice, voit dans les incidents de La Louvière, des prétextes des conservateurs pour arrêter l'œuvre de réformes et dans un large mouvement oratoire qualifie de mensonges la politique de l'adversaire. « On a dit que, dans une parade qui devait choquer la conscience publique, nous avions organisé une manifestation en faveur d'un Allemand. Mensonge ! On a dit que nos amis avaient souillé et déchiré le drapeau national. Mensonge ! On a dit aujourd'hui que nous avons laissé arborer un emblème qui signifie l'appel à l'indiscipline et à la désertion. Mensonge ! » et dans sa péroraison, il définit le double souci de son parti : après avoir défendu le pays, le restaurer et faire tout ce qui était possible « pour que le monde ne revoie plus les horreurs qu'il a connues pendant quatre ans ! ». « Servir le pays, mener le combat pour la paix, œuvrer pour que les peuples et surtout les travailleurs se rapprochent pour fonder la paix, la paix solide et la

les chefs socialistes de double jeu<sup>(31)</sup>. Le leader communiste Joseph Jacquemotte, le 20 octobre 1921, dans un meeting à Montigny-sur-Sambre, s'élève contre l'interprétation des ministres socialistes qui ont dit à la Chambre que « l'insigne du soldat brisant son fusil, ne constitue pas un appel à l'indiscipline, invitant le soldat à briser son arme, mais que cet insigne représente le symbole de la paix. Cependant, nous qui avons déterminé la physionomie de l'emblème à remettre aux anciens combattants socialistes, nous n'avons jamais eu d'autre idée en remettant ces drapeaux, que d'inviter les combattants socialistes à briser leurs armes, à faire de la propagande anti-militariste et à rendre les baïonnettes de nos soldats plus intelligentes, pour qu'elles cessent de servir contre le prolétariat et pour qu'elles se retournent contre la bourgeoisie »<sup>(32)</sup>. Il est curieux de noter que le correspondant à Bruxelles du *Times* écrit à son journal que la Droite accuse les socialistes de conduite ambiguë (Shifty Policy)<sup>(33)</sup>.

Les jeunes gardes socialistes sont plus durs d'ailleurs que les parlementaires de leur parti. Le contraste entre les déclarations apaisantes des hommes politiques responsables et les termes du manifeste distribué lors de la manifestation du 16 octobre est significatif. « Jeune Travailleur. Ne déserte pas ! Sois dans les groupes de jeunesse socialiste pour affirmer ta volonté de ne plus nourrir les affreuses boucheries provoquées par les militaristes. Tes exploités, les assassins de tes parents, veulent te faire haïr les exploités des autres pays pour eux pouvoir continuer à sucer ton sang et jouir dans un luxe insolent et scandaleux, de ta misère. Ne sois pas dupe. On t'a dit de te souvenir. Eh bien ? ». Et d'engager le jeune travailleur à se souvenir de l'exploitation qui pèse sur la classe ouvrière<sup>(34)</sup>. L'appel à l'unité dans le parti est aussi nettement affirmé dans le manifeste affiché par cette même Fédération nationale des jeunes gardes. « Soudons donc, au sein du P.O.B., toutes les forces prolétariennes ! Que toute la jeunesse ouvrière soit dans les jeunes gardes socialistes »<sup>(35)</sup>.

Le ministre de la Défense nationale avait sans doute quelque raison de s'écrier dans un meeting électoral le 7 novembre 1921 que son ancien collègue Anseele était allé à La Louvière « pour courir après M. Jacquemotte, le chef du jeune parti communiste ». Accusés

(31) *L'Exploité*, 17 septembre 1921, p. 4 c. 3, art. Oswald Cordier : « Ah ! traîtres, vous payerez un jour le prix de votre trahison ! Vous clamez votre foi patriotique, partout vous collaborez à toutes les fêtes patriotiques où l'on insuffle la haine en évoquant constamment la barbarie teutonne et vous faites ainsi l'ouvrage des bourgeois qui consiste à semer la haine entre les travailleurs de tel ou tel pays pour se servir de cette haine lorsque les intérêts capitalistes l'exigent ».

(32) *L'Etoile belge*, 25 octobre 1921, p. 1 c. 5-6. Voir aussi l'article de J. Jacquemotte, « Contre la parade parlementaire des socialistes. Les marchands de patriotisme », dans *Le Drapeau rouge*, 29 octobre 1921, p. 1, c. 5-6.

(33) *The Times*, 20 octobre 1921, p. 9 c. 5.

(34) *La Wallonie socialiste*, 17 et 18 octobre 1921, p. 1, c. 6.

(35) *Ibid.*, p. 1 c. 2.



de s'embourgeoiser, les ministres socialistes ont cédé à la crainte de l'éclatement de leur parti <sup>(36)</sup>.

Les événements de La Louvière ont pris naturellement une grande place dans la lutte électorale. Dès le 10 septembre, le ministre d'Allemagne insiste sur le profit que la presse libérale et la presse catholique s'efforcent de tirer des incidents de La Louvière <sup>(37)</sup>. La propagande pour les élections du 20 novembre 1921 n'a pas encore été transformée par la radio, les candidats courent encore de quartiers en quartiers, de villages en villages. Dans les centres urbains, des réunions rassemblent des milliers de personnes. Au cours des meetings organisés à Bruxelles et dans la partie wallonne du pays, les événements de La Louvière ont été largement évoqués. La durée du service militaire était un des grands thèmes de la campagne électorale. Pour les libéraux et les catholiques d'expression française, une politique de fermeté à l'égard de l'Allemagne était nécessaire. Une réduction du service militaire en-dessous de 10 mois empêcherait toute rigueur face aux lenteurs de l'Allemagne à exécuter le traité de Versailles. Elle rendrait impossible l'application de l'accord militaire avec la France du 7 septembre 1920. Sur l'interprétation de l'attitude allemande, libéraux et catholiques francophones d'une part, socialistes de l'autre différaient <sup>(38)</sup>. Nombreux étaient les socialistes qui faisaient fond sur la jeune république de Weimar et espéraient dans la réduction progressive des forces revanchardes et pangermanistes. Un service de six mois, la nation armée, une préparation avant l'entrée aux régiments, de fréquents rappels assureraient la formation d'une bonne armée. Leurs adversaires n'avaient pas confiance dans la bonne Allemagne et ne croyaient guère à son désarmement. Alors que l'Etat-Major général de l'Armée réclamait 18 mois de service, ils se contentaient de 12 mois. Les partis transigèrent en 1920 sur 10 mois dans l'infanterie, 12 dans l'artillerie, 13 dans la cavalerie.

Les progrès du désarmement allemand, l'évolution de l'Angleterre favorable au redressement allemand et jalouse de l'hégémonie militaire de la France sur le continent, la lassitude des populations renforcèrent les tendances à une réduction des charges militaires. Partisans et adversaires de ces charges étaient généralement sincères. Le pari sur l'Allemagne était ouvert. Les événements de 1939 ont donné raison aux premiers, mais les seconds pourraient faire valoir qu'on n'a pas appliqué la politique qu'ils préconisaient.

Au terme de cette étude, l'appréciation de Franz Van Kalken « L'affaire du « fusil brisé » n'avait été qu'une tempête dans un verre d'eau » <sup>(39)</sup>, celle de M. Henri Haag, « Albert Devèze, ministre libéral

(36) *L'Express*, 9 novembre 1921, p. 2, c. 1-2.

(37) Archives de l'Auswärtiges Amt, II A. Politik V, Belgien, Landsberg à A.A., Bruxelles, 10 septembre 1921.

(38) Voir les informations et les commentaires de G.A. Detry, correspondant du *Temps* à Bruxelles, au cours des mois d'août à novembre 1921.

(39) VAN KALKEN (Frans), *Entre Deux Guerres. Esquisse de la vie politique en Belgique de 1918 à 1940*, Bruxelles, 1944, p. 30.

de la Défense nationale, crut habile de profiter d'un incident, qui en d'autres temps n'aurait probablement même pas été évoqué, pour contraindre Edouard Ansele et ses collègues du parti ouvrier à la démission »<sup>(40)</sup> ou celle du haut fonctionnaire du Foreign Office Kirkpatrick, le 25 octobre 1921, « The whole thing seems to have been a typical Belgian scene, without significance »<sup>(41)</sup> ne tiennent pas compte de l'atmosphère patriotique de l'époque, des remous profonds autour de l'armée et de sa place dans la Nation. L'affaire du fusil brisé fut plus qu'un épisode insignifiant de l'histoire de Belgique et éclaire la symbolique du drapeau au XX<sup>e</sup> siècle.

(40) HAAG (Henri), « La politique intérieure de 1914 à 1926 », dans *l'Histoire de la Belgique contemporaine*, Bruxelles, 1974, p. 76 c. 2.

(41) *Public Record Office*, F.O. 321/6966, commentaire Kirkpatrick sur lettre de Sir G. Grahame, Bruxelles, 20 octobre 1921, n° 911; M<sup>me</sup> Mieke CLAEYS-VAN HAEGENDOREN, *25 jaar Belgisch Socialisme*, Anvers, 1967, si elle analyse les divers courants à l'intérieur du parti et distingue bien les différences entre socialistes wallons et socialistes flamands (p. 192 et 421), et notamment dans l'étude des résultats des élections du 20 novembre 1921, p. 193, mentionne à peine les incidents de La Louvière (p. 192) que l'ouvrage collectif sous la direction de J. DHONDT, *Geschiedenis van de socialistische arbeidersbeweging in België*, Anvers, 1960-1968, ignore



